



Déclaration préalable de l'Unsa Education

au CDEN de bilan de rentrée du jeudi 22 novembre 2018

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Président du Conseil Départemental,

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Lors de notre précédente déclaration du 4 septembre 2018, nous faisons un premier constat de rentrée, pour le moins négatif tant au plan national qu'au plan local. Deux mois et demi plus tard, ce constat reste le même. En effet, notre gouvernement persiste à vouloir réformer l'Education Nationale à un rythme effréné, niant le besoin de reconnaissance et d'accompagnement de l'ensemble des personnels. La 7^{ème} édition du baromètre Unsa Education qui a recueilli 13 000 réponses en quinze jours montre clairement que 74% des répondants estiment le rythme des réformes inadapté au temps long nécessaire à l'Education. Ce ressenti ne peut que nuire au sens de ces réformes et à la confiance tant promise et à laquelle nous ne croyons plus.

Si le sentiment de solitude qui est ressenti par l'ensemble des personnels, et pas seulement les enseignants, ne se traduit pas toujours de manière visible, notamment dans notre département, il est pourtant bien réel. Nous le constatons lors de nos visites d'établissements et d'écoles et dans les nombreux échanges avec nos collègues. Pour autant, les personnels sont au travail, ils aiment leurs métiers et le font avec conviction, engagement et passion. Ce qui donne l'image d'établissements et d'écoles apaisés où il fait bon travailler. Il faut regarder au-delà des apparences. Nous n'entrerons pas dans la bataille stérile des chiffres sur la mobilisation du 12 novembre 2018. Mais nous souhaitons alerter ce gouvernement, qu'à trop vouloir minimiser les expressions, quelles qu'elles soient, à n'afficher que mépris et cynisme face aux contestations, à feindre la dialogue social tout en multipliant les attaques au syndicalisme et au paritarisme, il laisse monter la colère et l'expression d'autres formes de contestation moins organisées, moins encadrées et moins gérables. Il porte sa part de responsabilités dans les débordements que nous connaissons actuellement et dans la montée des populismes et des extrémismes de tous bords qui semblent pour beaucoup trop de nos concitoyens, le seul horizon possible. A l'Unsa Education, nous ne partageons pas ces dérives, nous les combattons. Mais nous disons aussi que notre gouvernement a tout intérêt à mieux considérer, écouter et respecter les partenaires sociaux que sont les syndicats et les citoyens qui, selon un récent sondage, disent clairement, à 74% que les orientations politiques ont un impact négatif sur leur pouvoir d'achat et à 79% qu'ils souhaitent une autre politique fiscale.

Le 4 septembre, nous portons également la voix des personnels de l'École de Saint Sever et de l'ÉREA Brémontier de Saint Pierre du Mont. Pour des raisons différentes les personnels de ces deux structures vivaient une rentrée très difficile. Si encore une fois, conjointement, des réponses ont été apportées pour apaiser ces deux situations, tout n'est pas réglé aujourd'hui. Sur Saint Sever, la re-scolarisation sur le collège avec des allers retours incessants sur les temps périscolaires sur l'ancien site sinistré, sans toilettes, est d'autant plus problématique durant la période hivernale. Au-delà de l'inconfort pour les personnels comme pour les enfants, des questions de responsabilité professionnelle et d'allongement du temps de travail se posent.

Sur l'ÉREA Brémontier, l'arrivée d'un nouveau directeur a clairement apaisé les personnels enseignants et des services sociaux. Ils le disent et sont reconnaissants de cette décision. Ils ont repris le travail plus sereinement, clôturé la page Facebook ouverte lors des manifestations de leur mal être, souhaitant clairement tourner cette page douloureuse. Pour autant, un climat de tension et de malaise persiste, entretenu, par réseaux sociaux interposés entre le Directeur qui a fait l'objet d'un déplacement, certains personnels en poste qui le soutiennent, enfreignant leur devoir de réserve, et des personnes extérieures qui alimentent des débats nauséabonds sur fond de vengeance. Nous alertons les services de la DSDEN lors de ce CDEN et demandons à nouveau une audience intersyndicale pour que nos collègues puissent s'exprimer. Les propos qui circulent et auxquels ne répondent pas les personnels mis en cause sont de l'ordre de la diffamation et nous incitons nos collègues à saisir le CHSCT, à déposer des mains courantes et saisir Monsieur le Recteur.

Concernant les constats d'effectifs que nous allons aborder dans ce CDEN, dans le 1^{er} degré, l'écart entre constat et prévisions de + 168 élèves nous laisse perplexe. Certes la démographie est en légère baisse depuis 2 ans et va s'accélérer dans les 2 ans à venir. Pour autant, ce sont au moins 7 postes supplémentaires qu'il aurait fallu prévoir. Nous souhaitons vivement que la baisse à venir, conjuguée aux créations de postes annoncées au plan national à grand renfort médiatique permettent d'améliorer le taux d'encadrement dans notre département fortement rural et ne se traduisent pas par des fermetures au seul bénéfice des dédoublements CP/CE1 dans l'académie de Bordeaux. Mais nous en doutons fortement. Nous appelons également de nos vœux les résultats de l'enquête sur la sectorisation menée par un cabinet d'experts mandaté par Mont de Marsan Agglo. Ce dossier n'a que trop trainé mais ne doit pas rester aux seules mains de Mont de Marsan Agglo.

Dans le 2nd degré, même si le constat global est inférieur aux prévisions, les quelques collèges en tension d'effectifs et les effectifs d'ULIS qui explosent quasiment partout ne permettent pas des conditions d'enseignement et d'apprentissage satisfaisantes, et ce malgré les efforts de dotations en HSA annoncées lors du dernier CTSD. Sur les lycées nos inquiétudes portent essentiellement sur la nouvelle réforme qui tarde à se mettre en place. Encore une fois, la précipitation et le flou prédominent dans ce dossier complexe, et les premières victimes sont les élèves et leurs familles en attente d'informations pour leurs choix d'orientation. Mais les personnels enseignants tout comme les équipes de direction ne sont pas en reste. Une rentrée ne se prépare à l'arrachée et la prochaine rentrée s'annonce très difficile avec des suppressions massives (2600 postes) et des hausses prévues d'effectifs.

Nous alertons à chaque CDEN, l'ensemble des membres sur la scolarisation des élèves à besoins particuliers, notamment sur le manque de places en établissements spécialisés et l'explosion des ULIS. Nous nous faisons ici porteurs du collectif RASED, dont est membre le SE-Unsa. Les personnels des RASED témoignent de la forte croissance des demandes d'aide au RASED formulées par les

enseignants des classes et de leur impossibilité à répondre à toutes ces demandes, faute de moyens. Sur les territoires où les RASED sont désormais absents ou incomplets, il n'existe plus d'autre réponse que la réponse médicale, tant pour les enseignants que pour les familles.

En raisonnant « à moyens constants », le Ministère de l'Éducation nationale, bannit de l'école la prévention de l'échec scolaire, au risque de voir un grand nombre d'enfants verser dans le champ du trouble ou du handicap, faute d'aide spécialisée « ordinaire ».

Nous soutenons le principe d'une école inclusive. Elle doit bénéficier des moyens nécessaires à sa mise en œuvre sans remettre en cause les métiers de l'adaptation scolaire. Inclusion et adaptation participent, conjointement, de la lutte contre les inégalités scolaires.

Enfin, nous ne pouvons terminer cette déclaration sans parler de nos collègues administratifs que notre fédération Unsa Education représente. Que ce soit dans les établissements scolaires, dans les DSDEN ou dans les rectorats, leur travail est essentiel pour le bon fonctionnement de notre système éducatif. 400 suppressions d'emplois auxquelles il faut ajouter le stress de la réorganisation territoriale auront des conséquences néfastes pour nos collègues mais aussi sur le service rendu malgré leur engagement et leur dévouement.

Nous vous remercions pour votre attention.

Pour l'Unsa Education,

Christophe NOWACZECK, Anne-Marie DARTHOS, Elodie DARZACQ, Sara BERNET